

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	1/38

Pouvoir adjudicateur
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex

MARCHE DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

*Elaboré en application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
approuvé par arrêté du 30 mars 2021*

Prestation de gestion du transport national et international incluant les matières dangereuses, les flux import et export et les formalités douanières

Sites IFPEN de Rueil-Malmaison (92) et Solaize (69)

Affaire n°458319-25-SGX-RU

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	2/38

Table des matières

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE	6
1.1. Objet du marché	6
1.2. Périmètres de l'accord-cadre	6
1.2.1 Procédure de passation	6
1.2.1 Allotissement	6
1.3. Forme du marché public	6
1.4. Prestations similaires	7
2. DUREE DE L'ACCORD CADRE	7
2.1. Durée du marché	7
2.2. Reconduction	7
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
3.1. Les pièces contractuelles	8
3.2. Modification des pièces constitutives du marché	9
4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	9
4.1. Conditions de travail et comportement	9
4.2. Continuité de la Prestation	10
4.3. Recours à la sous-traitance	11
5. ORGANISATION et GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE	11
5.1. Protection de la main-d'œuvre	11
5.2. Discipline et respect des règles sur site	12
5.3. Plan de prévention des risques	13
5.4. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé	13
5.5. Obligation en matière de travailleurs détachés	13
5.6. Pandémie	14
6. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION	14
6.1. Modalités de computation des délais	14
6.2. Forme des notifications et informations	15
6.3. Prolongation des délais d'exécution	15
7. BONS DE COMMANDE	15
7.1. Généralités	15
7.2. Validité du bon de commande (pour les prestations à prix unitaires uniquement)	16

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	3/38

7.3. Suspension, annulation d'un bon de commande (pour les prestations à prix unitaires uniquement).....	16
7.4. Modification d'un bon de commande (pour les prestations à prix unitaires uniquement)....	17
8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN.....	17
8.1. Obligations générales du Titulaire.....	17
8.2. Obligations générales de l'Acheteur	19
8.3. Réunion de lancement	19
8.4. PCA et gestion des risques	20
8.5. Connaissance	20
8.6. Protection de l'environnement.....	20
8.7. Transfert d'activité	21
8.8. Certificats	21
8.9. Demande d'informations de suivi	22
9. PRIX	22
9.1. Contenu du prix	22
9.2. Variation des prix.....	23
10. CLAUSE DE REEXAMEN	25
10.1.Modifications du marché public applicables de plein droit	25
10.2.Autres cas	26
10.3.Modalités	27
11. MODALITES DE REGLEMENT	27
11.1.Modalités de facturation	27
11.2.Avances et acomptes	29
12. ASSURANCE	30
13. FORCE MAJEURE.....	30
14. PENALITES.....	31
14.1.Absence aux réunions programmées	31
14.2.Manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé	31
14.3.Manquements à l'obligation de déclaration de sous-traitance.....	32
15. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE	32
15.1.Confidentialité.....	32
15.2.Déontologie	34
16. RESILIATION	35
17. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	35

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	4/38

18. PUBLICITE ET REFERENCES	35
19. POUVOIR DE SIGNATURE	35
20. LANGUES	35
21. NON VALIDITE PARTIELLE	36
22. TITRES	36
23. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	36
24. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS	37

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	5/38

PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions générales

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est établi par référence au Cahier des Charges Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (**CCAG-FCS**).

Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Présentation de l'Acheteur

IFP Énergies nouvelles (ci-après « IFPEN »), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat ; environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon). Les deux sites accueillent des activités de R&I (dont laboratoires, halls, ateliers, etc.), avec la particularité pour le site de Lyon de disposer des grands équipements et unités pilotes destinés à réaliser des essais à l'échelle préindustrielle. Les deux sites accueillent également les directions support à la R&I (tertiaire).

Contexte législatif et réglementaire

Le présent accord-cadre public est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

NOTA : le titulaire du présent accord-cadre est d'ores et déjà informé du changement d'appellation et du nom commercial du maître d'ouvrage qui interviendra selon toute vraisemblance en cours d'exécution. L'IFPEN signalera au titulaire, par décision unilatérale modificative de l'accord-cadre, ce changement dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant qu'il ne devienne effectif. Les parties au présent accord-cadre conviennent qu'une telle modification est sans incidence sur les conditions financières et techniques de l'accord-cadre et ne nécessitera pas la passation d'un avenant.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	6/38

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution **des prestations de gestion globale des transports nationaux et internationaux de marchandise incluant les matières dangereuses, les flux import et export, les formalités douanières sur les produits règlementés ainsi que la quantification des gaz à effet de serre des prestations de transport. L'ensemble de ses prestations sont communes aux sites IFPEN de Rueil Malmaison (92) et Solaize (69).**

Leurs besoins sont plus amplement détaillés dans les chapitres B, C et D du cahier des charges.

- TRAITEMENT ADMINISTRATIF DES DEMANDES DE TRANSPORT NATIONAUX ET INTERNATIONAUX
- GESTION DES MARCHANDISES DANGEREUSES
- GESTION TRAITEMENT ADMINISTRATIF DES FORMALITES DE DOUANE IMPORT ET EXPORT

Il appartient à l'entreprise titulaire de prendre en charge les missions décrites au Cahier des charges avec les moyens humains adaptés, la gestion administrative pour le suivi quantitatif, qualitatif et financier, l'encadrement dédié, garant de la réalisation des engagements, de leur suivi, de l'optimisation des différentes opérations, ainsi que de la maîtrise des coûts, conformément aux exigences prescrites dans le CDC.

1.2. Périmètres de l'accord-cadre

1.2.1 Procédure de passation

Le présent accord cadre a été passé selon une procédure d'Appel d'Offres Ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 du Code de la commande publique.

1.2.1 Allotissement

La procédure, objet du présent accord-cadre, n'a pas fait l'objet d'un découpage en lot.

1.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un marché composite comprenant une partie ordinaire traitée à prix global et forfaitaire avec des prestations en continu ou réalisées à intervalle régulier et une partie à bons de commande mono attributaire avec des prestations réalisées au gré des besoins, assorties de prix unitaires.

La partie ordinaire comprend la prestation contractuelle forfaitaire d'organisateur des transports des sites de Rueil-Malmaison et Solaize et les attentes qui y sont liées.

La partie à bons de commande comprend :

- l'ensemble des prestations de transport Express, **(France, Export UE, Import UE, Export Hors UE, Import hors UE),**
- l'ensemble des prestations de transport Messagerie, **(Départ Solaize, Départ Rueil),**
- Les prestations hors Grilles. **(Overseas, Affrètement, Taxis Colis).**

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	7/38

La partie à bons de commande est exécutée conformément aux dispositions des articles R. 2162-2 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

La partie à bons de commande est conclue sans montant minimum mais avec un montant maximum (reconductions incluses) conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique déterminé comme suit :

- Minimum : sans minimum.
- Maximum sur la durée totale du contrat, toutes reconductions comprises : 2 500 000 € HT (soit 650 000€ /an),

Le marché cesse automatiquement de produire ses effets, uniquement dans sa partie à bons de commande, lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par IFPEN à l'exclusion d'une modification de ce même montant en application de la clause de réexamen exposée à l'article 10 du présent document.

Cependant et compte-tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN, pour les prestations forfaitaires et unitaires, puis notifiés au Titulaire dans les conditions prévues à l'article 6 du présent document.

1.4. Prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au Titulaire.

2. DUREE DE L'ACCORD CADRE

2.1. Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter du 1^{er} janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée **de trois (3) ans ferme**. A la date anniversaire du marché, il est **reconductible tacitement une (1) fois**, pour une durée d'un an, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

2.2. Reconduction

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le Titulaire est informé par courrier par l'Acheteur au moins deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	8/38

Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction de l'accord-cadre. La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1. Les pièces contractuelles

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Le présent marché est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière : le bordereau de prix identifiant les principales références commandées régulièrement et dans des proportions volumétriques jugées significatives pour IFPEN et identifiant les conditions de livraisons.
- L'acte de mise au point le cas échéant.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), éventuellement modifié en cours de publication et son annexe convention d'occupation .
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe, éventuellement modifié en cours de publication du présent accord-cadre.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du Titulaire et tous documents associés valant engagements contractuels (cadre de réponse technique associé éventuellement à un mémoire technique),
- L'attestation d'assurance du Titulaire ;
- Les bons de commande ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives.

Le présent marché, constitué des documents contractuels énumérés ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	9/38

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le Titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis. Le Titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

NB : la signature par le Titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

Le titulaire s'engage à exécuter l'intégralité des prestations conformément aux règles de l'art de la profession ainsi qu'aux règlements en vigueur à la date de l'accord-cadre quand bien même il n'en serait pas fait mention dans le CCAP ou le CCTP.

Sont applicables dans le cadre du présent contrat :

- ⇒ l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre,
- ⇒ les normes européennes et NF,
- ⇒ le code du travail,
- ⇒ les notices techniques.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité pour minorer sa responsabilité ou n'exécuter que partiellement ou imparfaitement les prestations de son ressort ou encore exiger une contrepartie financier complémentaire.

3.2. Modification des pièces constitutives du marché

Sauf dans les hypothèses limitativement énumérées à l'article 10 du présent document (clause de réexamen), les documents et leurs annexes, constitutifs du marché, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale du marché.

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, a le rang du document qu'il complète ou amende.

4. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

4.1. Conditions de travail et comportement

Le personnel du Titulaire doit porter un badge IFPEN de façon visible à son entrée dans l'établissement et jusqu'à sa sortie. Le personnel du Titulaire doit porter un vêtement de travail avec le logo du Titulaire, le port des équipements de protections individuelles est obligatoire (chaussures de sécurité, vêtements de

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	10/38

travail, et tout autre EPI spécifié sur les portes des locaux concernés ou précisé lors de l'établissement du plan de prévention).

L'organisateur transport et son encadrement, contribuent à l'image d'IFPEN.

De plus l'organisateur transport est titulaire :

- de l'habilitation RC1 (Risques chimique de Niveau 1)

En complément de l'habilitation obligatoire exigée par IFPEN, le prestataire s'engage à mettre en place, en sus des formations sécurité, des formations sur les thématiques de la logistique, du transport afin de répondre aux attentes qualitatives d'IFPEN.

Les engagements en termes de thématiques de formation seront présentés dans l'offre. Le plan de formation détaillé et définitif sera validé et présenté au plus tard 3 mois après le démarrage du contrat.

Le Titulaire doit tenir à disposition de l'Acheteur toutes les attestations de formation certifiant la bonne utilisation du matériel. Toute nouvelle personne doit être identifiée au minimum vingt-quatre (24) heures avant son arrivé sur le Site, ceci afin de préparer son badge d'accès

En cas d'arrêt de travail de son personnel, pour quelque motif que ce soit (formation, arrêt maladie, congés, grève ...), le Titulaire doit faire en sorte d'assurer la continuité des prestations et le maintien de la qualité de ces prestations. En cas d'arrêt de travail, le Titulaire doit en informer l'Acheteur en lui communiquant les noms/prénoms, la durée et la date de reprise du travail. Les grèves ou mouvements sociaux affectant directement ou indirectement le Titulaire n'entraînent pas la suspension de ses engagements, à l'exception du cas de force majeure ; dans ce cas, l'Acheteur se réserve le droit de faire assurer cette prestation par toute autre société et demandera au Titulaire d'en supporter le coût.

Le personnel affecté aux prestations peut accéder au restaurant d'entreprise IFPEN selon les mêmes conditions que celles applicables aux personnes extérieures sous réserve que le Titulaire conclue une convention d'admission tripartite au restaurant d'IFPEN avec le prestataire de restauration en place et IFPEN.

4.2. Continuité de la Prestation

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la fourniture d'une prestation de qualité.

A cet effet, le Titulaire prévoit d'affecter le personnel nécessaire pour mener à bien la prestation.

En cas d'indisponibilité du personnel du Titulaire, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire s'engage à faire appel à un personnel de remplacement de qualification au moins équivalente, afin d'assurer la continuité de ses prestations, sans frais supplémentaires. Le Titulaire devra alors fournir préalablement la liste des personnes de remplacement.

Il est cependant entendu qu'outre les événements présentant les caractères de force majeure, les événements suivants sont susceptibles de justifier la suspension des obligations du Titulaire :

- trouble ou sinistre affectant les locaux de l'Acheteur,
- arrêts de travail, grèves ou comportement du personnel du Titulaire empêchant ce dernier de remplir ses obligations dans les conditions normales et/ou dans les délais impartis. Dans ce dernier cas, le montant

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	11/38

des prestations non exécutées sera déduit automatiquement et de façon apparente par le Titulaire sur la facture du mois suivant à émettre. Dans tous les cas d'interruption précités, le Titulaire s'efforcera de rechercher avec l'Acheteur les moyens d'assurer un service minimum.

En l'absence de solution, la résiliation de plein droit du Marché pourra être prononcée dans les conditions définies à l'article 40 du CCAG.

4.3. Recours à la sous-traitance

En complément des dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où le Titulaire souhaite recourir à la sous-traitance pour la réalisation d'une partie des prestations, l'article 3.6 du CCAG-FCS est applicable à l'exception du 3.6.3 relatif aux pénalités associées ; ce point étant traité à l'article 14.3 du présent document.

5. ORGANISATION et GESTION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

5.1. Protection de la main-d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur le prix du marché public. Néanmoins, IFPEN se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par ailleurs, le Titulaire remet :

- au plus tard lors de la réunion de lancement du marché prévue à l'article 8.3 du CCAP et seulement en cas d'embauche de travailleurs étrangers, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D. 8254-2 du même code) :
 - o Sa date d'embauche ;
 - o Sa nationalité ;
 - o Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	12/38

De même, les parties au marché s'engagent à respecter les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992, complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

5.2. Discipline et respect des règles sur site

Le Titulaire désigné s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site.

Le personnel du Titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des personnels d'IFPEN. Lors de ses interventions sur le site, le Titulaire respecte les locaux et l'environnement de travail des personnels d'IFPEN et se montre discret.

Il est par exemple interdit au personnel du Titulaire :

- D'utiliser le téléphone à d'autres fins que professionnelles,
- De prendre des repas à l'intérieur des locaux non prévus à cet effet,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De sortir des sites d'exécution des objets ou des documents dont IFPEN est propriétaire, procéder à des vols ou à des détériorations, ou utiliser à des fins personnelles et sans accord préalable d'IFPEN, les moyens divers auxquels ils ont accès,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge.

Cette liste n'est pas limitative. En cas de manquement constaté, IFPEN se réserve le droit demander auprès du Titulaire la récusation du personnel en faute et son remplacement selon un délai déterminé d'un commun accord. Un tel remplacement ne peut entraîner de surcoût.

Le Titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur le site tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Les prestations ayant lieu au sein d'un site occupé, le Titulaire accepte de prendre à sa charge et à ses frais toutes dispositions en vue d'assurer la sécurité de toute personne présente sur le site.

Le personnel réposé au marché ne sollicite pas IFPEN pour des problématiques relevant du Titulaire.

En outre, IFPEN peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du présent marché (y compris l'interlocuteur principal ou le personnel encadrant). Le Titulaire procède alors à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le Titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation du remplaçant consiste en la transmission des connaissances nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement du personnel du Titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution du marché et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de trois refus successifs par IFPEN d'un remplaçant proposé par le Titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	13/38

5.3. Plan de prévention des risques

En complément des dispositions spécifiques prévues au CDC et conformément aux articles R4511-1 et suivants du Code du Travail, un plan de prévention et de sécurité doit être établi en concertation avec IFPEN et remis au plus tard au jour de la réunion de lancement du marché prévue à l'article 8.3 du CCAP.

Le plan de prévention concerne les mesures d'hygiène et de sécurité découlant des opérations décrites dans le CDC et ses annexes et devra être établi en lien avec un représentant d'IFPEN.

Il indique de façon précise et détaillée :

- la liste exhaustive des risques encourus liés aux activités et les zones à risques.
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.
- l'identification le cas échéant du/des sous-traitant(s).

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire qui doit signaler toute modification à IFPEN.

5.4. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à IFPEN tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 14 du CCAP.

5.5. Obligation en matière de travailleurs détachés

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire du marché détache un ou plusieurs salariés dans les conditions prévues aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du même code, il remet d'office à IFPEN et préalablement au détachement :

- Une copie de la déclaration de détachement, transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article L1262-2-1 du même code.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	14/38

Le titulaire remet également à IFPEN l'ensemble des pièces définies ci-avant pour l'ensemble de ses cocontractants éventuels qui interviendraient dans le cadre de l'exécution du présent marché (sous-traitants directs et indirects, cotraitants, entreprises de travail temporaire).

Le titulaire s'engage ainsi à imposer cette obligation à ces derniers qui doivent lui remettre l'ensemble des pièces.

Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché, sur simple demande d'IFPEN.

En cas de non-production des documents susmentionnés, sur simple constat, IFPEN met en demeure le titulaire de fournir ces documents dans un délai qu'elle fixe. A l'expiration de ce délai, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard dont le montant forfaitaire est fixé à l'article 14.2 du CCAP.

En cas d'intervention d'un travailleur détaché non régulièrement déclaré au préalable, IFPEN est en droit de le récuser, le titulaire assurer à ses frais son remplacement immédiat.

5.6. Pandémie

Le titulaire du marché garantit tous les moyens et méthodologies, permettant d'assurer des interventions dans le respect de la réglementation et des consignes gouvernementales en cas risque de contagion (pandémie, ...).

Dans ce cadre, l'entreprise titulaire doit la remise à son personnel des moyens de protection tels que le gel hydro alcoolique, les masques, ..., et inclure dans ses prix les impacts financiers de pénibilité de travail (temps de pause, distance physique...) et la gestion des déplacements en cohabitation.

6. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION

Compte tenu des spécificités tenant à son ERP, IFPEN adressera au titulaire des bons de commande dans les conditions de l'article 7 du CCAP.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP (nouvel outil : CEDIG XRP Ultimate). Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.01.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCAP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

6.1. Modalités de computation des délais

- Tout délai mentionné par les documents du présent marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	15/38

- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et hors périodes de fermeture du Site communiquées préalablement au Titulaire ;
- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

Le délai d'exécution d'un bon de commande court à compter de sa date de notification au Titulaire.

La date d'expiration du délai est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

6.2. Forme des notifications et informations

La notification au Titulaire des décisions, informations et/ou tout document faisant courir un délai est faite auprès de son représentant dûment habilité :

- soit contre récépissé,
- soit par échanges dématérialisés,
- soit par LRAR,
- ou par tout moyen permettant d'attester la date et heure de réception.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

6.3. Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution du marché, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

L'Acheteur notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

7. BONS DE COMMANDE

7.1. Généralités

Compte tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), y compris pour les prestations forfaitaires, des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au Titulaire dans les conditions prévues ci-après.

Ainsi, chaque bon de commande indique :

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	16/38

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le Titulaire fournit, au plus tard à la notification du marché, une adresse de courriel électronique unique à IFPEN pour la réception des commandes.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée du marché et **jusqu'au dernier jour de sa validité**.

Le Titulaire dispose d'un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande pour signaler à IFPEN toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, lequel a seule compétence pour formuler des observations à IFPEN.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

7.2. Validité du bon de commande (pour les prestations à prix unitaires uniquement)

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, reconductions éventuelles comprises.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché.

7.3. Suspension, annulation d'un bon de commande (pour les prestations à prix unitaires uniquement)

Après émission du bon de commande, l'IFPEN dispose de la faculté de suspendre ou d'annuler l'exécution du bon de commande émis. L'IFPEN adresse cette décision au titulaire par tout moyen prouvant la date certaine de l'envoi et de la réception (par voie électronique) dans un délai maximum de 72 heures ouvrées précédant la date de livraison. Cette décision n'entraîne aucune indemnité de quelque nature que ce soit au profit du titulaire.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	17/38

Toutefois, en cas d'une décision d'annulation, de suspension notifiée tardivement soit en deçà des 72 heures ouvrées, l'IFPEN prend à sa charge à hauteur de 50% du montant total du bon de commande, les frais de prestations que le titulaire aurait pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, dans la mesure où le titulaire produit des justificatifs attestant de l'existence de frais établis en ce sens consécutifs à un commencement d'exécution de la prestation. Le règlement partiel de la commande interrompue s'effectue sur la base des prix contractualisés

7.4. Modification d'un bon de commande (pour les prestations à prix unitaires uniquement)

Après émission d'un bon de commande, l'IFPEN peut modifier, dans un délai de 48 heure ouvré précédant la date de livraison, sans frais, les quantités ou l'objet du bon de commande correspondant. L'IFPEN émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées supra.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN

8.1. Obligations générales du Titulaire

➤ Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu à une **obligation de résultat** quant :

- au maintien du niveau de qualité des prestations conformément aux seuils d'acceptabilité ou aux objectifs fixés dans le CDC concernant les prestations faisant l'objet d'une obligation de résultats ;
- à l'exécution des missions de gestion du transport national et international selon les plages horaires et zones/loges fixées concernant les prestations;
- à la continuité des prestations du 1^{er} janvier au 31 décembre sans interruption (sauf pendant les périodes de fermeture d'IFPEN précisées au CDC).

En outre, l'obligation du titulaire porte notamment sur :

- le respect des plages de présence sur le site IFPEN de Solaize prévues aux documents d'exécution et aux documents contractuels définies de manière informelle entre IFPEN et le titulaire au cours de communication effectuées au moyen de courriels électroniques, d'échanges téléphonique... ;
- le respect des obligations impératives en matière de sécurité définies notamment dans le CDC ;
- l'application et le respect du plan de prévention ;
- une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;
- le contrôle et le maintien constant des compétences de ses équipes au moyen notamment de formations régulières ;
- la production des documents ou informations nécessaires au suivi du marché public et au respect de la qualité des prestations ;

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	18/38

- la production des documents énoncés au présent CCAP ou dans le CDC ;
- la continuité d'exécution des prestations sans faire subir de rupture d'exécution même momentanée ;
- la protection de la confidentialité des demandes du pouvoir adjudicateur,
- la communication sur toute anomalie identifiée quant à la sécurité des personnes et des lieux,
- la présence aux réunions de suivi de la prestation.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché attribué.

➤ Qualité des Prestations

Le Titulaire s'engage, pendant la durée du marché, à exécuter les prestations conformément aux règles fixées dans le CDC et dans le respect des normes applicables en vigueur. Étant précisé que les dispositions du présent marché priment sur les dispositions desdites normes en cas de contradiction.

La qualité de toutes les prestations est mesurée conformément aux dispositions prévues dans le CDC.

➤ Obligation de confidentialité

Par ailleurs, conformément à l'article 15 du présent CCAP, le Titulaire est soumis à une **obligation de confidentialité**.

➤ Obligation d'information, de conseil et de mise en garde

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard d'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

- Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix de positionnement de ses personnels mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par IFPEN.
- Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, à porter à la connaissance d'IFPEN tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, à suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.
- Le titulaire propose des actions pour les réduire ou les supprimer.
- Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre du marché.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	19/38

8.2. Obligations générales de l'Acheteur

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du marché, l'Acheteur s'engage à :

- collaborer activement avec le titulaire et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont elle aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution du marché,
- vérifier en temps utile, la qualité des prestations et formuler s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent marché. Toutefois en cas d'interruption des prestations incombant au titulaire, IFPEN est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée.
- prendre les précautions élémentaires de sécurité des locaux mis à disposition du Titulaire par IFPEN pour les besoins de réalisation de la prestation ;
- fournir à sa charge les utilités notamment l'eau et l'électricité nécessaire à la prestation ;

➤ Opérations de vérification

Les opérations de Gestion des transports sont celles prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

➤ Obligation de paiement

IFPEN paye les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies au présent document.

8.3. Réunion de lancement

Comme prévu par le CDC, dans le mois suivant la notification du marché, IFPEN doit convenir d'une réunion de lancement du marché avec le(s) responsable(s) des marchés désigné(s) pour le compte du titulaire.

Elle a principalement pour objet de :

- Relecture du cahier des charges,
- Visite de l'établissement selon besoins exprimés par le prestataire retenus
- Revue des indicateurs de suivi des prestations
- Plan de prévention
- Remise des procédures nécessaires à la bonne exécution des prestations
- Planification des réunions de suivi

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	20/38

- Facturation
- Valider les interlocuteurs IFPEN / Interlocuteurs du côté du prestataire

Cette liste n'est pas exhaustive et IFPEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion.

Avant le commencement des prestations, le titulaire peut également être amené à se déplacer sur le site afin de préparer la mise en place du marché en procédant à un nouveau repérage des lieux.

8.4. PCA et gestion des risques

Le titulaire doit disposer d'un plan formalisé de continuité de l'activité, actualisé et mis à disposition du site permettant de maintenir et d'adapter la prestation en cas de survenance de risques (absentéisme élevé, mouvements sociaux, pandémie, ...). Ce plan doit définir a minima, pour chaque risque identifié, le nouveau mode de fonctionnement de la prestation, les modalités de coordination avec les représentants d'IFPEN, le circuit de communication avec les différents intervenants, l'organisation des effectifs, les outils et les moyens permettant d'assurer la continuité de service.

Ce plan est soumis à l'accord préalable d'IFPEN. En cas de désaccord sur l'un des documents, IFPEN est en droit d'exiger du titulaire les modifications qu'elle juge nécessaires.

8.5. Connaissance

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance du périmètre d'exécution de l'accord-cadre et les contraintes qui en résultent.

Il s'ensuit que le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des opérations nécessaires à l'exécution complète du marché ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

8.6. Protection de l'environnement

L'article 7 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes intervenant. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours du marché sur simple demande d'IFPEN.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

Les déchets générés ou récupérés par le titulaire au cours de la prestation doivent être traités dans le respect du guide de tri (annexé au plan de prévention) d'IFPEN.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	21/38

Enfin, dans la mesure du possible, le titulaire s'efforce de recourir à des outils de communication dématérialisés en cas d'échanges d'information avec IFPEN.

8.7. Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

8.8. Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que IFPEN n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, le titulaire transmet par courriel au département des achats dont l'adresse est communiquée à la notification du marché, les éléments précités.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée.

En cas de manquements répétés établis par IFPEN ou par un tiers ou par les services de l'Etat chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale ou impositions de l'entreprise, IFPEN se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions de l'article 16 du CCAP.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	22/38

8.9. Demande d'informations de suivi

Pour les besoins tenant au suivi des résultats du marché, IFPEN est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment les statistiques de consommation, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

9. PRIX

9.1. Contenu du prix

L'article 10.1.3 du CCAG-FCS s'applique en plus des conditions exposées ci-dessous.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations telles que visées à l'article 10.1.3 du CCAG FCS.

Plus généralement, le prix doit par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

- toutes les prescriptions, les sujétions de toute nature et de toute origine liée à l'opération, et du fait d'une intervention dans un site en activité en présence des usagers ;
- le maintien des normes de sécurité pendant toute la durée du marché ;
- les matériels et les fournitures nécessaires à la réalisation de prestations ;
- le contrôle et la coordination des éventuels sous-traitants ;
- la rédaction, les éventuelles corrections et la remise de la documentation prévue dans le CCAP et les CCTP ;
- les frais de réunion, de représentation en réunion ;
- les frais d'assurance conformément au CCAP.

Les prix s'entendent pour les prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

Les prix comprennent également la main d'œuvre qualifiée, les déplacements, les matériels nécessaires au bon déroulement des prestations du marché. Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes et indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et avoir élaboré ses prix en toute connaissance de cause

- ***La prestation relevant de la partie ordinaire « Prestation d'Organisateur transport sur le site IFPEN de Solaize », objet du présent marché, est réglée à prix global et forfaitaire.***
- ***Les prestations relevant de la partie à bons de commande « Prestations de transport » sont réglées selon des prix unitaires.***

1 : La constitution du prix des transports (**expressistes et messageries**) comprend l'ensemble des coûts ci-dessous :

- **Le coût du transport en lien avec sa destination et de son poids.**
- **Les possibles couts associés :**

✓ surcharge ADR,

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	23/38

- ✓ frais de deuxième présentation,
- ✓ contribution sureté et qualité,
- ✓ poids erronés,
- ✓ passage à vide,
- ✓ taux de gasoil en pied de facture,
- ✓ assurance Ad valorem,
- ✓ avance de frais de droit et taxe,
- ✓ ajustement saisonnier du 1^{er} juin au 31 août.

2 : La constitution du prix des transports (**Overseas, Taxis Colis et Affrètement**) fera l'objet d'une refacturation sur base de la facture réelle avec l'ajout d'un taux de marge indiqué au BPU (ce taux doit inclure toutes les sujétions relatives à l'exécution des prestations)

9.2. Variation des prix

Les prix sont fermes pendant toute la première année d'exécution des prestations. Hors cas de force majeur ou d'imprévision, les prix pratiqués à la date de début du marché sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse chaque année, à date d'anniversaire du marché en cas de reconduction tacite.

Les révisions sont effectuées en application de l'article R2112-13 du code de la commande publique et dans les conditions des dispositions suivantes (source : <https://www.insee.fr>):

Formule de calcul:

$$P = P_0 \times \frac{I1}{I0}$$

Avec

P : prix révisé,

P₀ : prix initial

I1 : Dernière valeur de l'indice trimestriel des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.4 – transport routier de fret et services de déménagement - Prix de base – Base 2021 – (Identifiant INSEE 010766514) soit trimestre 1 de l'année 2027 pour la première révision,

I0 : Dernière valeur de l'indice trimestriel des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.4 – transport routier de fret et services de déménagement - Prix de base – Base 2021 – (Identifiant INSEE 010766514) soit trimestre 1 de l'année 2026,

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	24/38

➤ Modalités de révision

La révision intervient à la demande exclusive du Titulaire. Elle est formulée soit par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou par courriel 30 jours avant l'application des nouveaux prix à la Direction des Finances d'IFPEN – département des achats (l'adresse mél est celle communiquée lors de la notification du marché).

Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée. Les justificatifs ne peuvent pas être fondés sur des documents internes mais sont issus d'éléments objectifs tels que les indices de révision publiés par l'INSEE ou tout autre organisme équivalent.

Toute demande de révision réceptionnée par IFPEN postérieurement au délai indiqué ci-dessus ou n'étant pas justifiée pourra être rejetée.

Il appartient au Titulaire de communiquer à IFPEN une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document fait mention des variations en pourcentage dans les lignes de ladite annexe.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des prix. Les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

L'apparition d'un nouvel indice décidée par les services de l'INSEE en remplacement de celui prévu à la présente clause s'applique de plein droit sans qu'il n'y ait besoin d'acter cette modification par avenant. De même, la disparition de l'indice fixé au présent article oblige les parties à recourir au coefficient de raccordement prévu sur le site de l'INSEE dans l'attente de la création d'un indice de substitution.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

➤ Clause butoir

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à 3%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

Toutefois, le Titulaire peut solliciter une rencontre avec l'Acheteur, lorsque la révision du prix proposée par le Titulaire dépasse la hausse des 3%. A titre exceptionnel, l'Acheteur peut admettre une hausse supérieure à 3% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient (cf. article 10 du présent CCAP – clause de réexamen). En cas de refus de l'Acheteur, le Titulaire doit poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	25/38

10. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent marché notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution du marché ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles prestations au marché ou le retrait.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, l'Acheteur peut décider de sa prise en compte par décision écrite unilatérale.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- Augmentation du volume (quantitatif, horaire, fréquences d'intervention) des prestations dans la limite de 30% du montant forfaitaire estimé du marché ;
- Réduction du volume (quantitatif, horaire, fréquences d'intervention) des prestations et/ou interruption et/ou suppression de prestations prévues dans l'annexe financière de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par IFPEN ;
- Augmentation du montant maximum fixé à l'article 1.2 du présent CCAP pour la partie à bons de commande dans la limite de 20% des montants mentionnés.

Toute modification doit, préalablement à sa mise en œuvre, être transmise à IFPEN accompagnée d'une proposition comportant :

- une solution technique (mentionnant les délais et les modalités d'organisation et de mise en œuvre envisagées),
- une offre financière et les impacts calendaires sur le marché.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume des prestations supérieure à +5%/-5% (forfait mensuel), le montant du marché est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du contrat, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

10.1. **Modifications du marché public applicables de plein droit**

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à l'établissement d'un avenant.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	26/38

Les changements de réglementation qui s'imposent à IFPEN et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCAP ou CDC et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par IFPEN sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par IFPEN.

Les modifications applicables de plein droit qui ne nécessitent pas le recours à un avenant sont :

- La modification du siège social,
- La modification du compte bancaire,
- La désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Le changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale,
- Les changements d'indice de révision des prix,
- L'évolution de la fiscalité.

10.2. Autres cas

Réexamen des conditions financières et techniques du marché impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées notamment à la pandémie de COVID-19 et à la sécurisation sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception. A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale d'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques du marché, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

Les parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du marché en dehors de la période de révision prévue à l'article 9.2 du CCAP. Une telle mesure est applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des prestations figurant au présent marché d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. Le Titulaire du contrat apporte la démonstration que l'exécution des prestations telles que prévues au marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les parties s'engagent à recourir, dans la mesure du possible, aux indices et à la formule de révision prévus au marché et elles peuvent déroger à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, les parties peuvent décider de nouvelles modalités de variation, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	27/38

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Les modifications apportées demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières du marché antérieurement mises en œuvre. Ceci étant, s'il est constaté en cours d'exécution du marché une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par l'Acheteur, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

10.3. Modalités

La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part d'IFPEN vaudra refus de la modification.

11. MODALITES DE REGLEMENT

11.1. Modalités de facturation

Les prestations réalisées font l'objet d'une facturation mensuelle distincte entre les sites IFPEN de Rueil-Malmaison et de Solaize.

Les prestations font l'objet de trois types de facturation par site:

- ***Une facturation pour la partie forfaitaire de base objet du marché « Opérateur transport »;***
- ***Une facturation pour les transports de type : Messagerie, Express et Taxis colis***
- ***Une facturation pour les transports de type : Affrètement et Overseas***

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	28/38

Les factures liées aux prestations forfaitaires mensuelles sont émises au plus tard le 5 du mois suivant l'exécution des prestations.

Les factures liées aux prestations à bons de commandes sont émises au plus tard 10 jours suivant la fin de l'exécution des prestations.

Les factures sont transmises :

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et le numéro du bon de commande,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET ou le numéro d'identification ou les coordonnées complètes de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du présent marché,
- la date ou la période de réalisation des prestations en dissociant les types de transport,
- la dénomination précise des prestations et mentionnant pour chaque prestation le montant, la date de réalisation,
- le montant total HT des prestations admises, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations et le montant total TTC.

Les factures comme toutes les autres pièces associées ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

IFPEN informe le Titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le **code Service** à utiliser est : **facture _commande** (à choisir dans la liste déroulante – *facture_commande*)
- Le **numéro d'engagement** à utiliser est : n° de commande

Le Titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

Le paiement des factures s'effectue, à terme échu après complète réalisation des prestations considérées, par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à 60 jours, à réception de la facture par l'Acheteur sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	29/38

mentionnés au paragraphe précédent et après réalisation des vérifications prévues (rapports d'intervention et PV de réceptions délivrés par le titulaire).

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à l'Acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Toute communication relative à la facturation doit être envoyée aux adresses mail suivantes :

- Factures_frss_ifpen@ifpen.fr pour IFPEN

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part de l'Acheteur de la facture concernée, le Titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si l'Acheteur conteste tout ou partie d'une facture, l'Acheteur retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend,

11.2. Avances et acomptes

✓ Avances

En tant qu'établissement à caractère industriel et commercial, l'Acheteur n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

✓ Acomptes

Compte-tenu des modalités de facturation mentionnées à l'article 10.1 du présent CCAP, il n'est pas prévu d'acomptes.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	30/38

12. ASSURANCE

Le Titulaire est titulaire d'une police d'assurance qui couvre sa responsabilité civile contractuelle, pour tout dommage de quelque nature qu'il soit, matériel ou immatériel, qu'il pourrait faire subir à ses clients, y compris en cas d'exécution de la Prestation dans leurs locaux.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance du Titulaire en vigueur est celle transmise à la signature du présent marché.

Le Titulaire s'engage à transmettre sur demande au Département Achats d'IFPEN, et dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés, toute nouvelle attestation d'assurance venant remplacer l'attestation considérée. La nouvelle attestation transmise doit émaner d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, être datée de moins de (6) six mois et indiquer les garanties accordées et leur montant, ceux-ci devant à minima être égaux à ceux de l'attestation transmise initialement.

Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour couvrir tous les risques lui étant attachés liés au présent marché.

13. FORCE MAJEURE

➤ Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au présent marché, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de la réglementation en vigueur.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

➤ La Partie invoquant un cas de Force Majeure doit en informer dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, dès sa survenance, l'autre Partie par tout moyen disponible et décrit les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure.

➤ En cas de Force Majeure, les obligations des Parties sont suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprennent à compter de la cessation de ce dernier.

➤ En toute circonstance, le Titulaire fait tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure.

➤ Lorsque le cas de force majeure cesse, le marché reprend son exécution normale.

➤ En cas de suspension du marché pour survenance d'un cas de force majeure, au-delà d'une durée de vingt (20) Jours ouvrés, l'Acheteur est alors autorisé à faire appel à un autre prestataire afin de répondre à son besoin. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par l'Acheteur au Titulaire.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	31/38

14. PENALITES

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS à l'exception de ce qui suit :

- par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS susvisé, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.
- Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités sont limitées à un maximum de 20% du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande considéré.
- par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 € calculées au présent article.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Par ailleurs, les pénalités listées ci-dessous sont complétées par les pénalités prévues en annexe du présent document.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice né du défaut de respect des délais et/ou de la prestation à réaliser, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de service du Titulaire. En conséquence, nonobstant les pénalités, le Titulaire demeure entièrement responsable à l'égard de l'Acheteur des conséquences du retard ou de la mauvaise réalisation lui étant imputables.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de notifier la résiliation du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de retard ou de défaillances dans la prestation, le Titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais dans les conditions de l'article 17 du CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire reste définitivement acquise à l'Acheteur.

Les pénalités sont dues sur présentation de facture ou au choix de l'Acheteur, via l'émission de facture d'avoir (tableau des pénalités en annexe 1).

14.1. Absence aux réunions programmées

L'absence du représentant du Titulaire et/ou de son représentant aux réunions programmées implique une pénalité de 100 € par personne et par absence. Est considéré comme absent le Titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait du marché.

14.2. Manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé

- Pénalité pour non-déclaration de travailleurs détachés

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	32/38

En cas de non-production des documents ou de transmission incomplète des documents exigibles, le Titulaire se voit appliquer des pénalités de retard d'un montant forfaitaire de 100 € par jour de retard et par document manquant.

- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié

Dans cette hypothèse, une pénalité forfaitaire de 2500 euros est applicable, indépendamment du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

14.3. Manquements à l'obligation de déclaration de sous-traitance

En présence d'une sous-traitance occulte soit l'intervention d'un opérateur économique agissant en qualité de sous-traitant sans avoir été préalablement accepté par l'Acheteur et sans l'agrément de ses conditions de paiement, le Titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 500 €.

15. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

15.1. Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent Marché et sont remplacées par les dispositions suivantes :

- (a) Pour les besoins du présent article le terme « Informations » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent Marché, notamment à l'occasion de visites sur le site de l'Acheteur et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables du Marché sont également des Informations.
- (b) Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel et éventuels sous-traitants, la confidentialité la plus absolue sur les Informations qui pourront lui être communiquées pour les besoins du Marché ou dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du Marché ainsi que sur les résultats et livrables de la prestation propres à l'Acheteur.
- (c) Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	33/38

- (d) Les Informations pourront être communiquées par le Titulaire aux seuls membres de son personnel et éventuels sous-traitants agréés qui auraient à en connaître pour les besoins du Marché. Lesdites personnes seront informées de la nature confidentielle des Informations et des restrictions d'usage à cet égard. Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires, dans les limites fixées par la loi, pour faire en sorte que ces personnes soient tenues par les mêmes engagements que ceux inscrits dans le Marché, y compris, le cas échéant, au terme de leur contrat de travail ou au titre du contrat de sous-traitance. Le Titulaire se porte fort du respect du présent engagement de confidentialité par ces personnes.
- (e) Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer ou utiliser pour lui-même et/ou pour le compte de tiers, de quelque manière que ce soit, les Informations à une autre fin que l'exécution du Marché et s'engage à ne pas copier ou reproduire, totalement ou partiellement les Informations en dehors des besoins du Marché sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur. Il s'oblige à restituer à l'Acheteur ou à détruire, sur simple demande écrite de l'Acheteur, toute Information de l'Acheteur en sa possession.
- (f) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Informations qui :
- (i) lors de leur divulgation sont déjà en possession du Titulaire s'il peut apporter la preuve d'une telle possession personnelle antérieure,
 - (ii) au moment de leur divulgation font partie du domaine public ou le deviennent ultérieurement sans participation ni faute de la part du Titulaire,
 - (iii) sont divulguées par un tiers légalement habilité à procéder à une telle divulgation sans restriction de confidentialité.
 - (iv) ont dû être communiquées par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des Informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables de l'Acheteur concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans le Marché concernant les Informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'Informations, sera traitée comme telle et restera soumise aux termes du présent Article, même si certaines Informations prises individuellement relèvent des exceptions précédemment énumérées aux points (i) à (iii). Il en sera de même dans le cas d'Information spécifique qui, au moment de sa divulgation dans le cadre du Marché, est comprise dans des informations générales entrant dans le cadre des exceptions.

- (g) Les Informations (ainsi que toute reproduction) communiquées par l'Acheteur au Titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété de l'Acheteur.
- (h) En aucun cas, la divulgation des Informations dans le cadre du Marché ne peut être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au Titulaire la concession d'un droit de

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	34/38

licence ou une promesse de concession de droit de licence par l'Acheteur, pour toute utilisation, y compris industrielle ou commerciale, de ces Informations.

- (i) Le Titulaire s'engage à ne pas déposer de titres de propriété industrielle sur des créations utilisant, intégrant ou mettant en œuvres les Informations.
- (j) Le Titulaire s'interdit toute publication ou communication relative au Marché et ses résultats/livrables sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur. Toute référence publicitaire par le Titulaire à l'Acheteur sera subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Acheteur.
- (k) Les obligations du présent article resteront en vigueur pendant la durée du Marché et les dix (10) ans qui suivent le terme du Marché, quelle qu'en soit la cause. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

15.2. Déontologie

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent marché ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à la première demande de l'Acheteur, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent marché pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation du marché à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à l'Acheteur les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Acheteur les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Acheteur se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent marché sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	35/38

16. RESILIATION

Les modalités de résiliation sont celles prévues aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Pour les prestations forfaitaires uniquement, lorsque l'Acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation qui est à hauteur de **5%**, calculée conformément à l'article 42 du CCAG-FCS. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification. Le paiement du Titulaire se fait au prorata des prestations réellement exécutées et commandées.

17. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'Acheteur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive du marché prononcée aux torts du Titulaire (voir article 16 du CCAP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation du marché aux torts du Titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

18. PUBLICITE ET REFERENCES

Le Titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom de l'Acheteur à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les prestations exécutées pour le compte de l'Acheteur est strictement interdit.

19. POUVOIR DE SIGNATURE

Chacune des Parties au présent marché assure et garantit qu'elle a tout pouvoir pour conclure et signer cet Accord.

20. LANGUES

Le présent marché est rédigé en langue française.

En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul le marché et les documents contractuels rédigés en langue française sont considérés comme valables sur le plan juridique.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	36/38

21. NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée.

Dans ce cas les Parties conviennent de chercher une solution permettant de respecter au mieux l'esprit du présent marché.

22. TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

23. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent marché exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	37/38

24. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Nature de la dérogation	Articles CCAP	Articles CCAG-FCS
Ordre de priorité des pièces contractuelles	3.1	4.1
Sous-traitance	4.3	3.6.3
Délais d'exécution	6	13
Clause de réexamen	10	25
Pénalités	14	14
Confidentialité	15	5.1

Diffusion	Étude	Reference	Date	Page
3 - Confidentiel	Z8123	458319-25-SGX-RU	9/15/2025	38/38

Annexe 1 : Tableau des pénalités

	Objectif	Objectif - Seuil à atteindre	Pénalités applicables
Suivi Opérationnel	Non remplacement du chargé de transport : absence prévue / imprévue	Objectif : 100% les absences prévues / imprévues doivent être toutes remplacées	500 € pour toute absence non remplacée sous 2 heures
	Taux de service de chargement : prise en charge de la demande, préparation du colis et de l'envoi;	Objectif de 98% Traitement complet en 24h max pour une demande simple.	Au-delà de 24h : pénalité de 300€/jour de retard de préparation
	Taux de service de livraison : selon les conditions de livraison des contrats des transporteurs.	Objectif de 98%	Au-delà d'1 jour de retard: remboursement à 100% du prix du transport
	Taux de conformité des emballages : emballages et étiquetages adaptés et conformes au produit envoyé, bon état du colis à la livraison...	Objectif de 98% Tous les emballages doivent être conforme au produit envoyé et l'étiquetage adapté (matière dangereuse...). Les colis doivent être livrés en bon état pour garantir l'intégrité des produits qu'ils contiennent.	En deçà de 98% : 350€ par colis mal emballé/mal étiqueté/mal préparé
	Taux de conformité des envois : défaut/erreur d'adressage, erreur de référence/produit envoyé, perte de colis..	Objectif de 98%	En deçà de 98% : 350€ par colis erroné (adresse, destinataire ou contenu) TOUT colis perdu sera pénalisé de 500€ (sans % minimum) et le prestataire devra se rapprocher de son assureur pour le remboursement intégral de la valeur du colis perdu et des éventuelles conséquences en terme d'impacts financiers sur un projet.
Pilotage Commercial	Transmission du tableau d'indicateur mensuel	Objectif de 100%	100€ par jour de retard
	Respect délai de prévenance dans le cas d'un changement d'interlocuteur contrat	2 semaine avant le changement effectif	100€ si délai n'est pas respecté
	Transmission, du compte rendu annuel	Sous 15 jour après la date prévue	100€ par jour de retard sauf accord Do
Sécurité	Facturation conforme	selon exigence dans le présent document	50€ par mention non conforme
	Respect du plan de prévention	0 anomalie	500€ par anomalie
	Respect des règles de Sécurité (Port d'EPI, respect des consignes de sécurité, respect du port du badger, balisage approprié des espaces, usages approprié des moyens matériels mis à disposition	0 anomalie	500€ par anomalie
	Habilitation et formation des personnels	100% des habilitation ou formation	500€ par anomalie